



**PRÉFET  
DE L'AIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFECTURE DE L'AIN**

Direction des collectivités et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Références : ACM

**Arrêté préfectoral  
fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter  
de la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS à AMBERIEU-EN-BUGEY**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46;
- VU l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2221 (préparation ou conservation de denrées alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 modifié autorisant la société BEAUVALLET SAS, désormais dénommée SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS, à exploiter une unité de préparation de produits alimentaires d'origine animale à AMBERIEU-EN-BUGEY ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 mars 2019 fixant à la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS les modalités de surveillance spécifiques de ses rejets ;
- VU le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation transmis par la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS le 06 janvier 2020 et complété en dernier lieu le 25 février 2020,
- VU l'avis du SDIS du 6 mars 2020 ;
- VU la convocation de la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du mois d'avril 2020 organisée sous forme dématérialisée ;
- VU la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;
- VU le courrier du 8 mai 2020 de la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS faisant part de ses observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que suite à la modification de la nomenclature, l'installation relève désormais du régime de l'enregistrement, toutefois, en application des dispositions de son article 1<sup>er</sup>, l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de la rubrique 2221,

CONSIDÉRANT que les travaux et aménagements se déroulent en 2 étapes : phase 1 de construction (en 2020 - 2021) et phase 2 dite de réaménagement des locaux (entre 2023 et 2025) conformément aux plans joints en annexe.

CONSIDÉRANT que la demande d'aménagement des prescriptions générales de l'article 5.1 (implantation) de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé n'est pas nécessaire compte-tenu des mesures alternatives proposées par l'exploitant permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalent, le respect de prescriptions particulières complémentaires pour cet article suffit à garantir la protection des intérêts listés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande exprimée par la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS, d'aménagement des prescriptions générales à l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé, n'est pas recevable au vu des éléments fournis, et qu'il est nécessaire, par conséquent, de fixer des prescriptions particulières pour ces articles, pour la protection des intérêts listés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande d'aménagement des prescriptions générales à l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 susvisé, ne remet pas en cause la protection des intérêts listés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des circonstances locales, il est nécessaire de fixer les prescriptions particulières suivantes pour la protection des intérêts listés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, concernant en particulier :

- l'implantation de l'extension
- les dispositions constructives,
- les dispositifs de désenfumage
- les moyens de lutte contre l'incendie
- le confinement des eaux issues d'un sinistre
- les valeurs limites appliquées aux effluents
- la surveillance des émissions sonores

CONSIDÉRANT que les modifications demandées ne sont pas substantielles et qu'il convient de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 modifié, susvisé, visant à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## - ARRETE -

### **Article 1<sup>er</sup> - Conformité au dossier de modification**

L'article 1.1.1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 est modifié comme suit :

« La SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS doit respecter, pour l'exploitation des installations détaillées dans le tableau des activités de l'article 2.1 du présent arrêté, situées 659 avenue Léon Blum – 01500 Ambérieu-en-Bugey, les prescriptions du présent arrêté.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modification des conditions d'exploiter déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 06 janvier 2020 complétée en dernier lieu le 25 février 2020 (plans joints en annexe). »

### **Article 2 : Conditions générales**

#### **Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau des activités figurant à l'article 1.2.1 du titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 est remplacé par les tableaux suivants :

N°rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité projeté	Régime
2221-1	Préparation et conservation des produits alimentaires d'origine animale	10,9 tonnes de produits entrants par jour	<b>E</b>

**E** : régime de l'enregistrement

Période	N°rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité projeté	Régime
Pendant les travaux	1185-2a*	Gaz à effet de serre fluorés : 2 - Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques de capacité supérieure à 2kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	R422D : 30 kg R452A : 26 kg R404 : 200 kg R427A : 250 kg soit <b>506 kg</b>	DC
A fin des travaux			/	NC

DC : déclaration sous contrôle périodique – NC : non classé

(\*) L'exploitant informera les installations classées de l'évolution des quantités de fluides restants et de l'évolution de sa classification dans la nomenclature.

## **Article 2.2 : Situation de l'établissement**

Les dispositions de l'article 1.2.2 du titre 1, de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 1.2.2 Situation de l'établissement :

Les installations sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
<b>Ambérieu-en-Bugey</b>	Section AM n ° 260, 419, 420 et 423 (partie) Section AK n ° 393, 394, 412, 413 et 425 (partie)

## **Article 2.3 : Autres limites de l'autorisation**

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 1.2.3 Autres limites de l'autorisation :

La surface totale occupée par le site est de 8 422 m<sup>2</sup>. Le site est composé de 3 873 m<sup>2</sup> de surface de bâtiments, de 3 915 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée (parking et voirie) et de 634 m<sup>2</sup> occupés par des espaces verts.

## **Article 2.4 : Réglementation applicable**

Les dispositions de l'article 1.7 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### Article 1.7 Arrêtés applicables :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent, des textes ci-dessous :

Dates	Textes
23/03/12	Arrêté ministériel aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2221 (préparation ou conservation de denrées alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des installations existantes au jour de la signature du présent arrêté.
04/08/14	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018).
20/11/01	Arrêté relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Dates	Textes
24/08/17	Arrêté ministériel modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.
12/09/08	Arrêté préfectoral relatif à la lutte contre les bruits de voisinage.

## **Article 2.5 : Arrêté ministériel de prescriptions générales, compléments, renforcement des prescriptions**

Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 sont complétées et renforcées par celles de l'article 3 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

## **Article 3 : Prescriptions particulières**

### **Article 3.1 : Implantation de l'extension**

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### Article 1.2.3 - Autres limites de l'autorisation

L'extension est installée à une distance de 10 mètres des limites de propriété en façade est. La façade nord située le long de l'avenue Léon Blum est implantée à 5 mètres des limites de propriété, les tiers sont éloignés d'une distance de 30 mètres.

Côté ouest de l'extension, la distance d'implantation du bâtiment de 5 mètres de la limite de propriété est proche d'un tiers situé juste derrière cette limite. L'exploitant met en place un mur et des portes coupe-feu 2 heures sur ces façades.

L'installation ne se situe pas au-dessus ou en-dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.

### **Article 3.2 : Localisation des points de rejet**

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 susvisé, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 mars 2019 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 4.3.5 : Localisation des points de rejet :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté :	N°1
Nature des effluents	Eaux usées
Exutoire du rejet	réseau communal eaux usées
Traitement avant rejet	dégraisseur
Station de traitement collective	Station d'épuration communale
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté :	N°1 bis (sortie nouveau bâtiment)
Nature des effluents	Eaux usées
Exutoire du rejet	réseau communal eaux usées
Traitement avant rejet	dégraisseur
Station de traitement collective	Station d'épuration communale
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté :	N°2
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	Réseau communal et milieu naturel (infiltration)
Traitement avant rejet	Déshuileur - décanteur



Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté :	N°3
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Exutoire du rejet	Réseau communal et milieu naturel (infiltration)
Traitement avant rejet	Déshuileur - décanteur

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées après traitement ainsi que les eaux pluviales des toitures rejoignent un ouvrage d'infiltration de 116 m³ situé le long de l'avenue Léon Blum. Cet ouvrage profond de 2,8 mètres au moins offre une perméabilité suffisante pour infiltrer des pluies jusqu'à une occurrence trentennale. En cas d'événement pluvieux exceptionnel, seule la surverse rejoint le réseau collectif des eaux pluviales d'Ambérieu-en-Bugey en un point de rejet. Les deux points de prélèvements N2 et N3, sont installés avant rejet des eaux pluviales dans l'ouvrage d'infiltration.

### **Article 3.3 : Raccordement à une station d'épuration urbaine**

Les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 mars 2019 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### Article 4.3.9.1 Rejets dans une station d'épuration collective :

L'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement public d'Ambérieu en Bugey a été délivré le 02/10/2019 par le maire de la commune d'Ambérieu en Bugey pour une durée de 5 ans. La convention spéciale de déversement des eaux non domestiques au réseau d'assainissement a été signée le 09/10/2019 par la STESA pour une durée de 5 ans.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies dans la convention :

Références des rejets vers le milieu récepteur : N°1 et N°1 bis

Débit de référence (N1+N1bis)	Débit journalier maximum : 50 m3/jour Débit journalier moyen annuel: 28m3/jour		
	Concentration moyenne instantanée (mg/l)	Flux moyens (kg/jour)	Flux maximums (kg/jour)
MES	600	16,8	30
DBO5	<b>1400</b>	11,2	20
DCO	2000	33,6	60
SEC	150	4,2	7,5
N global	150	4,2	7,5
Pt	50	1,4	2,5
pH	Compris entre 5,5 et 8,5		
Température	< 30 °C		

Le zinc et le chloroforme sont suivis dans les rejets aux points N°1 et N°1 bis dans le cadre de la convention spéciale de rejet.

Dans le cas de l'autosurveillance, deux échantillons non conformes peuvent dépasser les valeurs limites prescrites ci-dessus, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

### **Article 3.4 : Dispositions constructives - Autres locaux que les locaux à risque incendie**

Les dispositions de l'article 7.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mai 2009 susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### Article 7.2.2.1 - Bâtiments et locaux – Prescriptions générales :

Les dispositions suivantes complètent celles de l'article 11.2 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux dispositions constructives dans les locaux non à risque incendie.

Toute communication des locaux abritant notamment le procédé visé par la rubrique 2221 ainsi que le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques, avec un autre local, s'effectue avec une porte EI2 30C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

### **Article 3.5 : Dispositifs de désenfumage**

Les dispositions de l'article 7.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### Article 7.2.2.1 – Bâtiments et locaux - Prescriptions générales :

L'article 13.1 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 est complété par les prescriptions qui suivent.

Dans les locaux de l'extension les locaux à risque incendie sont équipés de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC) conformes à la norme NF EN 12101-2. La salle des machines et local des consommables sont identifiés par l'exploitant comme des locaux à risque incendie. **Le local des consommables et la salle des machines sont équipés de DENFC.**

### **Article 3.6 : Moyens de lutte incendie**

Les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### Article 7.6.4 Moyens de lutte incendie :

Le dimensionnement des besoins en eau d'extinction a été évalué par l'exploitant à 180m<sup>3</sup>/h soit un volume d'eau total de 360 m<sup>3</sup> minimum sur 2 heures. Le calcul a été effectué à partir le document technique D9 en se basant une surface non recoupée de 1788,1 m<sup>2</sup>.

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est assurée par un poteau incendie public (DN 100-n°114), se situant avenue Léon Blum en face de l'établissement et accessible en permanence et sans obstacle, utilisable par les pompiers. Il dispose d'un débit de 197m<sup>3</sup>/h à 1 bar (relevé 2019).

Afin de permettre de disposer des 360 m<sup>3</sup> minimum, l'exploitant

- soit remplace le PI DN 100 par un PI DN 150,
- soit propose une mesure alternative.

La solution doit être validée préalablement par le SDIS dans les 6 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral. Le dispositif doit être installé dans les 12 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral.

### **Article 3.7 : Confinement des issues d'un sinistre**

Les dispositions de l'article 7.6.7.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### Article 7.6.7.1 Bassin de confinement :

Les dispositions de l'article 20.V de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le volume de confinement calculé selon le document technique de la D9A est à 433 m<sup>3</sup>. L'exploitant crée une rétention de 264 m<sup>3</sup> sur les voiries et en complément un ouvrage de rétention enterré sous les voiries d'une capacité de stockage de 169 m<sup>3</sup> tel que décrit dans le dossier de modification en annexe 6.

Les ouvrages sont étanches et respectent les règles en matière d'aménagement et d'utilisation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

### **Article 3.8 : Surveillance des émissions sonores :**

Les dispositions de l'article 8.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mai 2009 susvisé est complété par la prescription suivante :

#### Article 8.2.3.1 – Surveillance des émissions sonores - Mesures périodiques

Les dispositions de l'article 51.VI de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 sont complétées par les dispositions suivantes :

A la fin des travaux de la phase 1, même si certaines installations ne fonctionnent encore que partiellement, l'exploitant réalise une mesure de bruit. L'étude devra prévoir, par extrapolation, les niveaux sonores qui seront atteints lorsque les installations seront totalement en fonctionnement.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats de cette étude ainsi que les mesures correctives qu'il prévoit de mettre en œuvre, en cas de résultats non conformes constatés ou estimés à terme.

**Dans les 6 mois après la fin des travaux de la phase 2, l'exploitant réalise une nouvelle mesure de bruit.**

#### **Article 4 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera :

- affiché à la porte principale de la mairie d' AMBERIEU-EN-BUGEY pendant une durée minimum d'un mois (l'extrait devant préciser qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée pour mise à la disposition du public aux archives de la mairie). Un procès-verbal attestant de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire au préfet.
- publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de 4 mois.

#### **Article 6:**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susmentionnés.

#### **Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- à Monsieur le directeur de la SAS CENTRE VIANDES BEAUVALLET FILS - 659 avenue Léon Blum - 01500 AMBERIEU-EN-BUGEY ;

- et dont copie sera adressée :
  - à la sous-préfète de BELLEY ,
  - au maire d'AMBERIEU-EN-BUGEY, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
  - au directeur départemental de la protection des populations – inspection des installations classées,
  - au directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 11 juin 2020

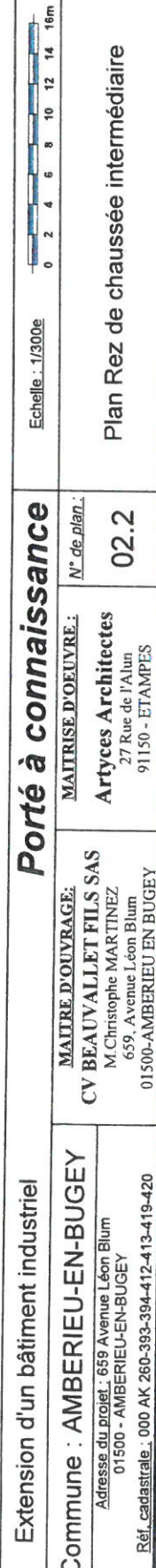
Le préfet,  
Pour le préfet,  
Le directeur des collectivités  
et de l'appui territorial,



Arnaud GUYADER

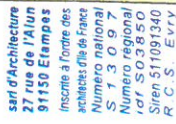


### Plan du rez-de-chaussée en phase intermédiaire (phase 1)





### Plan du rez-de-chaussée – projet final (phase 2)



Notes - 4A/10/10/10/10/10

### Plan de l'étage – projet final (phase 2)

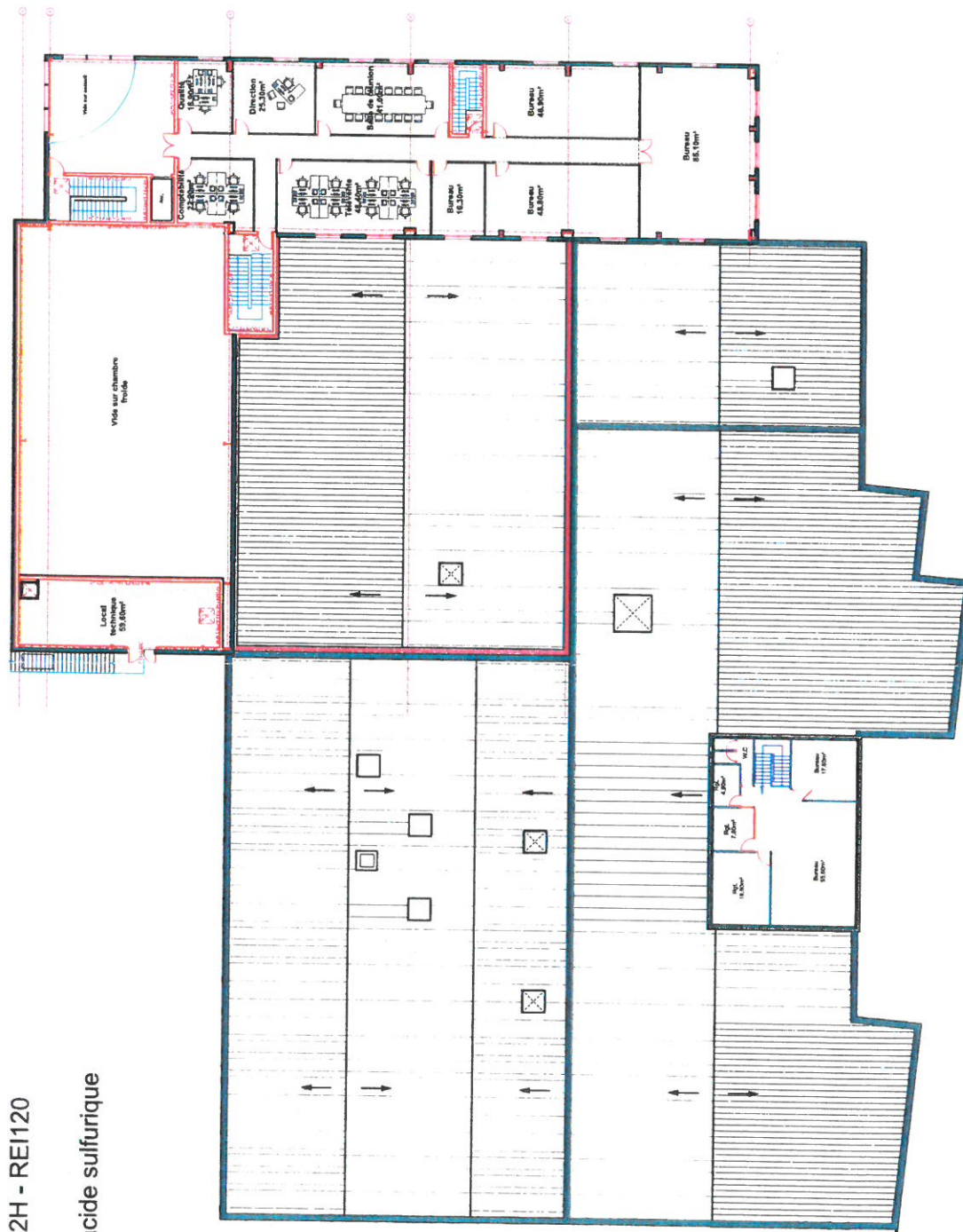


J.M. Pele Architecte DPLG  
Urbaniste ENPC  
K. Bentamer Architecte DPLG  
A. Jouannes Maître d'œuvre  
T: 01 64 94 20 82  
F: 01 60 80 10 45  
artices@artices.com

**Carli d'Architecture**  
 27 rue de l'Alun  
 91150 Etampes  
 Inscrite à l'ordre des  
 architectes d'Île de France  
 Numéro national  
 S 13097  
 Numéro régional  
 d' S03850  
 Siren 511091340  
 R.C.S. Evry

Mur CF 2H - REI120

Cuve acide sulfurique



### Extension d'un bâtiment industriel

Commune : AMBERIEU-EN-BUGEY

Adresse du projet : 659 Avenue Léon Blum  
01500 - AMBERIEU-EN-BUGEY

Réf. cadastrale : 000 AK 260-393-394-412-413-419-420

## Porté à connaissance

**MAITRE D'OUVRAGE:**

**CV BEAUVALLET FILS SAS**

**M. Christophe MARTINEZ**  
659, Avenue Léon Blum

057, Avenue Leon Blum  
01500-AMBERIEU EN BUGEY

### MAÎTRISE D'OEUVRE :

Autres Aukitt-4-4-4-

**tyces Architectes**  
27 Rue de l'Alun

N° de plan :

## Plan d'étage projet

Dossier n°: 324

Etude: F-G

Date: 14/02/2020

Echelle : 1/300e

